



L'ÉCOLE BUISSONNIÈRE

Le bulletin de la CNT 34 éducation santé social
n°8 printemps 2015

Face aux réactionnaires, agissons

Tous les jours nous pouvons observer autour de nous la progression des idées et discours réactionnaires, dans l'éducation (lire les pages 2 et 3) comme dans le reste de la société. si il est important de répondre à leurs arguments et de mener une lutte idéologique sur ce front, nous devons aussi poursuivre le combat sur le terrain social contre le capitalisme et les dégradations incessantes que celui-ci fait subir à nos conditions de travail (lire page 4). Nous nous retrouverons ainsi dans la rue le 9 avril 2015 pour lutter contre la loi macron et plus généralement les politiques d'austérité imposées aux travailleuses et aux travailleurs par les gouvernements de tous bords. C'est en effet sur le terrain de la misère que l'état et le capital créent que se développent ces pensées rétrogrades. La partie la plus visible et la plus ignoble de celles-ci étant représentées par l'extrême droite et ses différents groupes nationaliste et/ou religieux. Ceux-ci sont une menace directe contre nos vies et nos libertés comme nous l'a tristement rappelé les attentas du 7 et 9 janvier dernier. Nous nous impliquons donc aux côtés d'autres individu-e-s et organisations au sein du collectif antifasciste 34 (lire page 6).

Sommaire

- L'école des réac-publicains p 2 et 3
- Enseigner dans des classes surchargées ? p 4
- Le collectif antifasciste 34 p 5
- Les luttes de la CNT 34 éducation p 6

La CNT c'est quoi ?

La CNT-FTE (fédération des travailleur-euses de l'Education) est un syndicat indépendant qui vit sans subvention, avec les cotisations des adhérent-es. La CNT-FTE fonctionne en autogestion, tout est décidé en assemblées générales dans chaque syndicat, les mandats sont tournants et révocables à tout moment, il n'y a pas de permanents et tout travail est bénévole. Nous effectuons un travail interprofessionnel avec les autres syndicats de la CNT. Nous sommes :
UN SYNDICAT !
Parce que cette forme d'organisation englobe à la fois le champ économique,

politique, social et culturel. **DE COMBAT !**
Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation.

AUTOGESTIONNAIRE !
Parce que les décisions doivent être prises à la base par les syndiqués eux-mêmes. **SOLIDAIRE !**
Parce que les hiérarchies s'opposent à la construction d'une société égalitaire et autogérée.

ANTICAPITALISTE ! Parce que nous fabriquons toutes les marchandises et assurons tous les services, nous devons alors les orienter pour le bien de toute la collectivité. C'est pourquoi le syndicalisme doit être porteur d'un projet de changement global de société. Nous sommes donc révolutionnaires.

CNT



Éducation

20 rue Terral, 34 000 Montpellier
education34@cnt-f.org
<http://www.cnt-f.org/educ34>

34

L'ÉCOLE DES RÉAC-PUBLICAINS

Les temps, nous dit-on, sont aux débats assagis, à la fin des grandes oppositions. La pensée unique a enterré les idéologies. Seuls le réalisme et le pragmatisme tiendraient lieu de boussole à des gouvernements qui se succèdent dans la continuité. Et pourtant, dès qu'il s'agit d'école, la polémique, la rage, l'invective reprennent le dessus.

La querelle scolaire, celle d'aujourd'hui comme celle d'hier, emprunte son vocabulaire au monde militaire : elle parle de guerre, de résistants, de collabos. Elle est « meurtrière » - c'est en tout cas ce que les moins subtiles des ouvrages consacrés à la question se complaisent à écrire sur leurs couvertures [1]... Deux armées se font face pour un combat dont l'issue espérée semble bien viser l'anéantissement de l'adversaire honni.

Comme dans toute guerre moderne, la propagande reste l'instrument de la victoire. L'ennemi, incarnation du mal absolu, est souillé, traîné dans

la boue. Les bannières claquent au vent : « Il faut sauver l'école française » déclarent les uns ; « Inventons l'école de demain » répondent les autres.

Depuis la fin des années 90, cette guerre a ses batailles et ses victoires : le mouvement anti-Allègre en 99, la remise en cause de la mixité, le retour du BA-Ba et de l'uniforme, la suppression des IUFM, la restauration de l'autorité, de l'ordre et des savoirs... Elle a aussi un nom : la querelle des « républicains » contre les « pédagogues ». Que chaque camp s'insurge contre ces étiquettes inopérantes n'y change rien. Que chaque coup porté soit nécessairement précédé de l'appel rituel à dépasser les schémas simplistes, que chaque protagoniste croit bon de devoir se placer « au-dessus » de ces grilles de lecture, ne remet pas en cause la réalité de la violence de l'affrontement.

Et puisque dans cette bataille les mots et les concepts sont des armes, ceux-ci doivent être pris au sérieux. Il convient de

s'interroger non seulement sur la pertinence de dénominations qui « résistent » aux démentis, aussi bruyants que suspects, mais aussi sur les ressorts de cette division et les enjeux qu'elle masque. Tâche ardue : comme souvent dans de tels débats, les uns et les autres se plaisent à brouiller les repères, à inverser les positions, à retourner les principes et les valeurs. Les mots réformateur, conservateur, réactionnaire, résistants, démocratie, justice sociale, égalité, émancipation... ressortent, après l'ébullition polémique, délavés ou déteints. Pour qui veut éviter le lavage de cerveau, le tri lexical devient vite une opération indispensable. Or, l'une des caractéristiques de cette querelle est de prétendre dépasser les clivages établis : conservateurs/révolutionnaires, progressistes/archaïques et bien entendu droite/gauche... S'interroger alors sur cette déroutante bi-polarisation n'est peut-être pas inutile à l'heure où les oppositions politiques sur cette question si fondamentale,



semblent sur le point d'être balayées.

Si le débat n'est pas nouveau, le contexte scolaire et social actuel lui a donné une dimension inédite. La massification impulsée à partir des années 60 est apparue comme une victoire pour les partisans de l'égalité. Longtemps, les « pédagogues » ont consacré leurs forces à fournir des outils pour la « démocratiser » et répondre aux défis lancés par le passage d'une école de la ségrégation et de la sélection à une école de masse. Certains voyaient dans cette révolution scolaire un avant-goût de révolution sociale. Et ils étaient prêts à se retrousser les manches pour mettre un peu d'huile dans les rouages en attendant « le Grand soir »...

Quarante ans plus tard, la machine reste grippée et la tentation d'enterrer les espoirs d'hier est grande... « On » a renoncé à changer la société et ses inégalités... avant de renoncer bientôt à changer l'école... Une certaine gauche, dite de « pouvoir », s'est résignée et a perdu tout projet de transformation sociale. Aujourd'hui elle est en passe de renoncer également à toute ambition émancipatrice pour l'école. Elle a laissé le champ libre à un autre projet éducatif, un projet qui s'installe petit à petit, n'hésitant pas à subvertir le vocabulaire et les concepts émancipateurs, détournant les réseaux qui s'étaient élaborés au fil des luttes. Un projet réactionnaire qui veut se faire passer pour révolutionnaire...

« Ordre, autorité, restauration des valeurs, appel au « peuple réel », culte des racines et des identités »... dans le contexte

scolaire, ces références fleurissent bon, nous dit-on, l'encre violette et le poêle à bois. Innocente nostalgie ? Pourtant, ces valeurs sont aussi celles que des droites « dures » propagent avec chaque jour un peu plus de férocité et d'efficacité. Une série de « valeurs » que Daniel Lindenberg plaçait en ouverture d'un ouvrage déroutant et salutaire : *Le Rappel à l'ordre* – enquête sur les nouveaux réactionnaires. En arrière plan de cette enquête, le lecteur perçoit une petite musique, la critique de l'école comme un lancinant refrain intercalé entre des couplets nauséabonds. Une « haine de la démocratie », pour reprendre le titre de l'ouvrage de Jacques Rancière [2], qui confirmait que : « C'est, de fait, autour de la question de l'éducation que le sens de quelques mots – république, démocratie, égalité, société, a basculé. »

Notre exploration de cette galaxie républicaine - « réacpublicaine » - se présente donc une tentative pour résister aux sirènes de la résignation, de la tradition et de l'élitisme. La défense d'une éducation démocratique, sociale et émancipatrice, passe par l'étude minutieuse des mécanismes du discours nostalgique et par la mise en évidence de la contamination des milieux « progressistes ». Elle passe aussi par l'exploration sans concession des collusions avec le pouvoir et ses gestionnaires ; sans connivence non plus sur les impasses et les aveuglements du camp des pédagogues. Le pari est de retrouver une nouvelle voie, d'armer la lutte, les luttes, pour une autre

éducation et une autre société. L'ambition est aussi de passer au crible les illusions d'une certaine vision « démocrate » de l'école qui, au final, s'est révélée bien perméable aux thèses réactionnaires. La gauche a perdu l'école constatait-il y a presque 10 ans un journaliste spécialisé [3]. Qui va s'en emparer ? Dans les décombres de la pensée éducative, la bataille idéologique est lancée. Ce à quoi nous assistons aujourd'hui c'est une entreprise de conquête qui se propose de renverser les valeurs et qui risque à court terme de refermer la parenthèse que fut la lutte pour une éducation émancipatrice dans une société égalitaire.

Grégory Chambat

Ce texte a été initialement écrit pour le site questions de classes : <http://www.questionsdeclasses.org> sur lequel est aussi hébergé un blog consacré à ce thème qui porte le même nom que ce texte <http://www.questionsdeclasses.org/reac/>



ENSEIGNER DANS DES CLASSES SURCHARGÉES ?

A l'heure de la refondation de l'école et notamment des changements de rythmes scolaires, il est une question fondamentale quant à la réussite de tous les élèves, qui est une fois de plus laissée de côté par les pouvoirs publics : celle du nombre d'élève par classe.

Sous le précédent gouvernement Sarkozy, la diminution du nombre d'enseignants et le discours qui accompagnait cette réforme, ont permis de distiller dans l'opinion publique l'idée que le nombre d'élèves par classe n'était pas un problème et que si l'enseignant était performant, alors il devait faire réussir tous ses élèves, qu'ils soient 15, 20 ou 30 par classe. Ainsi donc, si certains élèves sont en échec scolaire, ce n'est pas la faute de l'institution mais bien celle de l'enseignant qui n'est pas capable de mener à bien la mission qui lui a été confiée. En plus d'avoir trop de vacances, les enseignants sont donc également incompetents dans leur travail.

Tout ceci est à mille lieues de la réalité d'une salle de classe. En effet, comment peut-on imaginer une seule seconde qu'on puisse faire réussir les élèves pareillement selon qu'ils soient 15 ou 30 par classe. Avec une classe parfaitement homogène, c'est-à-dire avec des élèves ayant sensiblement le même niveau, comme cela pouvait exister peut être il y a quelques décennies, il était déjà difficile de faire réussir tous les élèves. Alors aujourd'hui, avec des classes souvent très hétérogènes, pour diverses raisons et notamment

la paupérisation d'une partie de la population, cela devient très compliqué, voire impossible. En effet, il y a dans certaines classes quasiment un niveau différent par élève. Alors, comment faire pour personnaliser le parcours de chacun dans une classe de 30 enfants ... ?

Avec l'arrivée des activités périscolaires, le débat a porté notamment sur le changement de législation quant au nombre d'enfant par animateur. Aujourd'hui il est de 1 animateur pour 14 enfants de moins de 6 ans (au lieu de 1 pour 10 avec l'ancienne législation) et de 1 animateur pour 18 enfants de plus de 6 ans (au lieu de 1 pour 14). Ce débat a permis de mettre en lumière une incroyable réalité : les enseignants peuvent donc avoir jusqu'à 30 enfants par classe pour leurs enseigner notamment la grammaire, la conjugaison, l'orthographe qui sont des matières généralement peu appréciées des élèves car difficiles et parfois ingrates, alors qu'un animateur aura au maximum 14 ou 18 enfants pour leurs proposer des

activités souvent bien plus excitantes et motivantes. Où est la logique ?

Aujourd'hui, le gouvernement socialiste promet l'embauche de 60 000 nouveaux enseignants pour pallier les postes supprimés sous la droite au pouvoir et réaliser une promesse de campagne, le fameux « plus de maîtres que de classes ». C'est malheureusement totalement insuffisant. Ce n'est pas « plus de maîtres que de classes » dont l'école a besoin mais « plus de maîtres et plus de classes » afin de faire baisser les effectifs d'élèves.

De deux choses l'une, soit on veut vraiment œuvrer en faveur de la réussite de tous les élèves et dans ce cas, il faut s'attaquer sérieusement au problème des classes surchargées, notamment en éducation prioritaire où les élèves en difficultés se « noient » littéralement dans ces grands groupes, soit on continue d'empiler les mesurottes qui sont souvent très peu efficaces et ne règlent absolument pas les problèmes en profondeur.

Régis CNT éduc 34



"Stop complaining, Johnson, and just be thankful this class is below average size"

Le collectif antifasciste 34

La CNT éducation 34 est membre du collectif antifasciste 34 depuis sa création (mars 2012).

Au sein de ce collectif, le fascisme est défini comme le mouvement politique qui, en temps de crise, concentre la colère populaire sur les minorités stigmatisées en raison de leurs origines, leur sexualité ou leur culture, et attaque les militant·es progressistes dans le but de les terroriser, ce qui par conséquent "sauve la mise" aux classes dominantes. De plus, le fascisme se nourrit des inégalités économiques et sociales. Dans un souci de cohérence, l'antifascisme du collectif dénonce et lutte contre le système capitaliste vecteur de ces inégalités.

Ces dernières années la crise économique a favorisé l'expansion du mouvement fasciste dans toute l'Europe et notamment en France, il approche du pouvoir dans certains pays, se présentant en sauveur et préparant en fait la barbarie de demain.

Aujourd'hui on constate :

- Une montée des scores du FN et une adhésion à ses théories, facilitée par la dé-diabolisation opérée ces dernières années, et à laquelle les médias ont contribué.

- Une réactivation de groupuscules se revendiquant explicitement du fascisme, de théories racistes, sexistes, homophobes, antisémites... Ces groupes, à part leur violence évidente, ont cela de particulier que leur ambition est de conquérir la jeunesse et de faire du "social". Pour la sécurité des minorités qu'ils visent, et la nôtre, nous ne pouvons les tolérer.

- Une tendance générale à la banalisation des concepts fascistes dans le cadre d'une crise généralisée du capitalisme. Cela se voit par le large développement

des idées les plus réactionnaires, chauvines, brisant la

solidarité dans les classes populaires et préférant l'impasse identitaire. Cela mène à un développement du racisme, à un nationalisme décomplexé... Mais aussi de thèses délirantes comme le conspirationnisme paralysant une partie du mouvement contestataire.

Autant d'idées fausses à combattre au quotidien, et dont les groupes évoqués plus haut tentent de profiter. Au-delà du développement des groupuscules fascistes, c'est la reprise et le développement des idées fascistes dans la population qui est également à souligner, d'où

l'intérêt d'une "bataille culturelle" à mener.

Nous pensons donc qu'il faut agir en amont du problème, par différents moyens. Par souci de construire une mobilisation large, la lutte antifasciste se doit de garder comme objectif de rester populaire sans restriction d'âge ni de genre.

La lutte antifasciste à travers le collectif 34 a permis d'organiser notamment des événements permettant de communiquer sur le danger du fascisme montant, des projections-débats, des campagnes d'affichage, des diffusions de tracts sur la voie publique, etc.

N'oublions pas à quoi mènent les idées d'extrême droite



Dans les années 1930, une crise capitaliste similaire à celle d'aujourd'hui a été suivie par une montée des idées d'extrême droite : nationalisme, xénophobie, discriminations ... pour aboutir 10 ans plus tard à la 2^{ème} guerre mondiale et aux camps de concentrations.

Ne répétons pas les mêmes erreurs, ne nous trompons pas d'ennemi.

L'ennemi, ce n'est pas l'étranger ou l'immigré.

C'est la société capitaliste, qui engendre inégalités et injustices, et qu'il faut changer.

La CNT 34 éducation à travers les luttes

En tant que syndicat des travailleurs de l'éducation, nous nous investissons dans les luttes portant sur le thème de l'éducation et plus généralement dans les mouvements sociaux interprofessionnels. Ainsi nous avons été particulièrement engagés dans les mouvements de 2003 et 2010 contre la casse du système de retraite, dans les luttes contre le CPE, la LRU et les réformes néfastes de Darcos en 2008. Notre engagement ne se limite pas aux

périodes de contestation sociale mais s'exprime aussi dans des luttes plus quotidiennes contre le fichage des individus, l'utilisation de la biométrie au fin de contrôle des populations, l'élitisme scolaire et le tri social. Nous avons donc participé à plusieurs collectifs comme la coordination des comités de soutien aux sans papiers, le collectif des travailleurs précaires de l'éducation nationale et le collectif anti-fasciste. Nous inscrivons aussi notre action sur le plan pédagogique avec l'organisation de débats et de stage. Notre but

n'est pas de lutter à la place des personnes, mais bien de le faire collectivement avec elles. C'est pour cela que nous agissons pour que les différents collectifs auxquels nous participons soient autogérés.

Nous invitons toutes celles et tous ceux qui veulent s'engager dans la construction d'un monde plus libre, plus égalitaire, plus solidaire et plus juste à nous rejoindre car nous sommes persuadés du besoin d'auto-organisation pour pouvoir agir plus efficacement.

Pour en savoir plus sur la CNT 34 éducation vous pouvez visiter notre site internet **www.cnt-f.org/éducation 34** ou nous contacter à l'adresse suivante **education34@cnt-f.org**

Il est aussi possible de découvrir plus d'informations sur le site de la fédération des travailleur-ses de l'éducation **www.cnt-f.org/fte** ou sur celui de la confédération **www.cnt-f.org**

« **Classes en lutte...** » est le bulletin mensuel de la fédération des travailleurs-ses de l'éducation de la CNT. Chaque mois il permet de s'informer sur les luttes menées par les syndicats de la fédération.

Pour le recevoir écrire à : **fede-educ@cnt-f.org** ou directement à **classeenlutte@cnt-f.org**



RECEVEZ UN NUMÉRO GRATUIT DE N'AUTRE école REVUE DE LA CNT ÉDUCATION
Merci de remplir ce formulaire et de nous le renvoyer pour recevoir gratuitement le prochain numéro.

Nom : Prénom : Adresse : Code Postal :
Ville : Pays : Profession : Mail :

N'AUTRE école - CNT-FTE, 33 rue des Vignes 75020 Paris

Abonnement 3 mois gratuits au COMBAT SYNDICALISTE

Nom: Prénom: Adresse: Ville + CP:

Mail: Profession: Secteur d'activité:

Merci d'écrire en capital - Coupon à renvoyer à: **CS administration : 18 avenue de la Gloire 31500 Toulouse**